

# L'Allemagne se divise sur ses excédents

En février, l'excédent commercial a encore progressé, pour atteindre 21 milliards d'euros. Critiqués à l'étranger, ces surplus commerciaux font aussi débat dans le pays

BERLIN - correspondance

Le reproche n'est pas nouveau. Il réapparaît à chaque publication des comptes courants : l'Allemagne accumule trop d'excédents susceptibles de créer des déséquilibres avec ses partenaires commerciaux. En clair, elle exporte bien plus qu'elle n'importe. Le chiffre publié par Destatis, le 7 avril, ne change pas la donne : en février, l'Allemagne a exporté 102,3 milliards d'euros de biens et services, soit 0,8 % de plus sur un an, quand les importations ont reculé de 1,6%. Au total, l'excédent commercial allemand a atteint 21 milliards d'euros en février.

En 2016, l'excédent de la balance courante allemande, qui comprend le solde commercial mais aussi les échanges de biens et certains revenus du travail et du capital, a atteint 8,3 % du PIB. Un record. Il a dépassé celui de la Chine, à 268 milliards d'euros, selon les calculs de l'institut économique Ifo.

Depuis le début de l'année, Donald Trump, le président américain, s'est ému de l'excédent commercial considérable de l'Allemagne par rapport aux Etats-Unis, et a reproché au pays de manipuler l'euro pour pouvoir mieux écouler ses exportations. Sans aller jusque-là – le cours de l'euro résultant de la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE), indépendante –, le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et la Commission européenne alertent régulièrement sur le niveau élevé de l'excédent allemand, vu comme facteur de déséquilibres dans la zone euro. En février, Bruxelles considérait que la première économie de l'union monétaire présente des « déséquilibres » tout en les jugeant pas « excessifs ».

L'argument est en général rejeté par Berlin. L'excédent commercial ne serait que le reflet

de la compétitivité de l'économie allemande et de la puissance exportatrice de son industrie, stimulée actuellement par la faiblesse de l'euro et les prix peu élevés du pétrole. C'est l'explication régulièrement avancée par le ministère des finances et le Comité des sages, ce groupe d'experts qui conseille le gouvernement sur les sujets économiques. Les récentes attaques du président américain ont donné lieu à de nouvelles mises au point de leur part.

## PERTE DE COMPÉTITIVITÉ

Mais, même en Allemagne, leurs arguments ne font plus l'unanimité parmi les économistes. Ils sont de plus en plus nombreux à considérer que l'excédent courant, loin d'être un motif de fierté, est en réalité un problème. Non seulement pour les pays partenaires mais surtout pour l'Allemagne, qui importe trop peu, en danger de sous-investissement et donc de perte de compétitivité. C'est la thèse défendue notamment par Marcel Fratzscher, président de l'Institut économique de Berlin (DIW), qui fait autorité en Allemagne : « Contrairement à ce qu'on entend parfois, le niveau élevé des exportations allemandes ne s'explique pas par du dumping salarial. Les secteurs exportateurs payent les salaires les plus élevés dans leur branche au niveau international. Le problème n'est pas qu'on exporte trop mais qu'on importe trop peu. On investit insuffisamment dans le pays. Et le grand perdant de ces faibles importations n'est pas la France ou les Etats-Unis, c'est l'Allemagne elle-même », explique-t-il au Monde.

Gustav Horn, de l'IMK, un institut de conjoncture proche des syndicats, juge que « le ministère des finances et le Comité des sages sont les derniers bastions qui défendent encore le bienfait des excédents commerciaux. [Ils] dénoncent depuis dix ans le fait que les investissements dans les infrastructures sont trop faibles en Allemagne ». Les récents effets d'an-

## Angela Merkel s'engage à dépenser plus pour les infrastructures

Partisan d'investir, le SPD fustige les baisses d'impôt promises par le ministre des finances (CDU), Wolfgang Schäuble

BERLIN - correspondant

At moins de six mois des élections législatives du 24 septembre, les deux principaux partis politiques allemands n'ont pas encore détaillé la politique économique qu'ils entendent conduire durant la prochaine mandature. Ni l'Union chrétienne-démocrate (CDU) de la chancelière Angela Merkel ni le Parti social-démocrate (SPD) de son adversaire Martin Schulz n'ont encore présenté leurs programmes respectifs, lesquels ne devraient être connus qu'avant l'été.

Les sociaux-démocrates ont cependant déjà prévenu : les excédents des comptes courants allemands doivent servir à investir davantage. Depuis sa désignation comme candidat à la chancellerie, fin janvier, M. Schulz le martèle dans chacune de ses prises de

parole. Le 19 mars, à Berlin, au congrès extraordinaire du SPD lors duquel il a été officiellement élu président du parti, il a consacré un long passage de son discours à cette question. « Investir, voilà ce que nous devons faire durant les prochaines années », a-t-il ainsi déclaré, avant de citer l'éducation comme secteur prioritaire. « Pendant mes déplacements, j'ai vu tout ce qu'il y avait à améliorer dans différents domaines, et il y en a beaucoup. A commencer par les écoles. J'ai vu des écoles qui font davantage penser à des chantiers qu'à des lieux où l'on enseigne, et cela m'a fait mal au cœur », a-t-il assuré.

Soucieux de soigner les bonnes relations avec les milieux industriels nouées par son prédécesseur Sigmar Gabriel pendant les quatre années durant lesquelles celui-ci a cumulé la présidence du SPD et le portefeuille de l'économie dans le

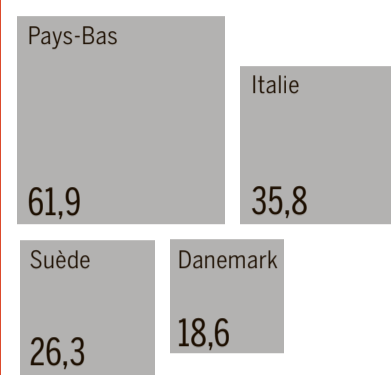
gouvernement fédéral (avant de rejoindre, fin janvier, le ministère des affaires étrangères), M. Schulz entend également montrer qu'il est à l'écoute de ceux qui estiment que le manque d'investissement en Allemagne risque, à terme, de menacer la compétitivité du pays. « Le SPD est le parti de l'industrie en Allemagne », aime-t-il ainsi répéter lors de ses rencontres avec les milieux économiques, expliquant qu'un gros effort en matière d'investissement doit être fait dans les « infrastructures », en particulier les « transports » et le « numérique », deux domaines qu'il cite régulièrement dans ses discours.

## Clivages

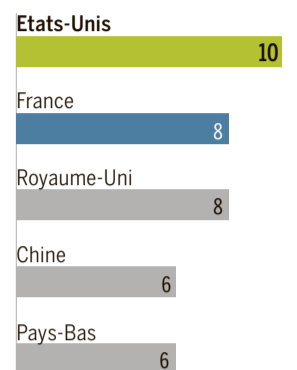
Soucieux de se démarquer des conservateurs dont ils sont les partenaires de gouvernement depuis 2013, les sociaux-démocrates allemands ont décidé de désigner le ministre des finances,

## Les forces du modèle économique allemand...

TOP 5 DES EXCÉDENTS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS DE LA ZONE EURO EN 2015, EN MILLIARDS D'EUROS

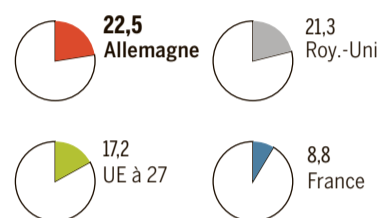


LES 5 PREMIERS PARTENAIRES DE L'ALLEMAGNE, EN % DU TOTAL DES EXPORTATIONS, EN 2015



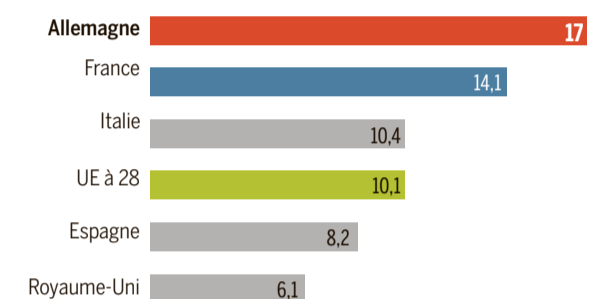
## ... et ses faiblesses

Huit millions de travailleurs pauvres PART DES SALARIÉS À BAS SALAIRES\*, EN 2014, EN % DES SALARIÉS



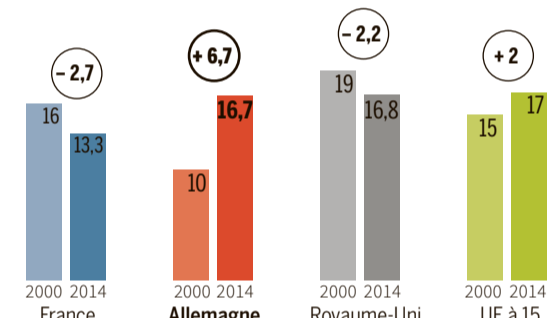
\*Salaires bruts inférieurs aux deux tiers du salaire horaire médian

Un taux d'épargne important qui freine la demande intérieure TAUX D'ÉPARGNE DES MÉNAGES, EN % DU REVENU DISPONIBLE BRUT, EN 2015



## Une pauvreté qui progresse rapidement

TAUX DE PAUVRETÉ\*, APRÈS IMPÔTS ET TRANSFERTS, EN % ET SA VARIATION EN POINTS



\* Individus ayant un revenu inférieur à 60 % du revenu disponible médian

## Une timide remontée de l'investissement public

INVESTISSEMENT PUBLIC EN ALLEMAGNE, EN % DU PIB



## « Le problème n'est pas qu'on exporte trop, mais qu'on importe trop peu »

MARCEL FRATZSCHER  
président de l'Institut économique de Berlin

nonce de l'Etat fédéral sur la hausse des investissements cachent une réalité bien plus délicate : les communes et les Länder, qui assument 50 % des investissements publics, ne remplacent pas les biens publics à la même vitesse qu'ils se déprécient. Conséquence : le stock de capital public s'érode d'année en année. Le résultat s'observe en particulier sur les infrastructures routières dans les régions qui accumulent les difficultés. Dans le nord-ouest du pays, en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, des ponts sont fermés faute de rénovation, les routes et les autoroutes sont détériorées.

Pis, ce ne sont plus les moyens qui manquent. Le ministre des finances Wolfgang

Schäuble a récemment annoncé la mise à disposition de 7 milliards d'euros de budget fédéral pour les communes en difficulté, grâce aux excédents budgétaires réalisés par l'Etat fédéral en 2016. Mais, très souvent, ces sommes n'ont pas été réclamées par les collectivités concernées. « Les communes ont, depuis vingt ans, massivement réduit leurs capacités en personnel. Elles n'ont plus les compétences pour gérer l'argent que leur propose l'Etat fédéral », explique Marcel Fratzscher.

Le manque d'investissement dans les infrastructures publiques fait aujourd'hui consensus dans l'industrie. La Fédération des constructeurs de machines-outils (VDMA) se

qui nous sont nécessaires », a récemment ironisé M. Schulz.

Au ministère des finances, l'accusation selon laquelle l'Allemagne n'investirait pas assez est rejetée en bloc. « Les investissements publics ont progressé en Allemagne en 2016 plus vite que l'ensemble des dépenses, soit 6,7 % de plus qu'en 2015. Les prévisions jusqu'en 2020 font par ailleurs état d'une progression attendue de 5 % par an en moyenne. Les communes bénéficient notamment de cette capacité accrue d'investissement public », explique-t-on au ministère.

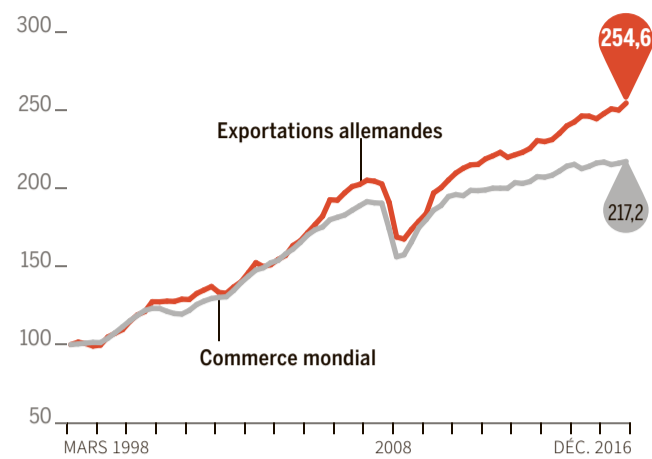
Pourtant, au sein de la CDU et de son alliée bavaroise, l'Union chrétienne-sociale, la question des investissements est aujourd'hui moins taboue qu'elle ne l'était il y a quelques années. Si les conservateurs allemands mettent toujours en tête de leurs priorités la lutte contre la dette et

les déficits, eux aussi entendent les critiques formulées par les milieux industriels sur l'état des grandes infrastructures.

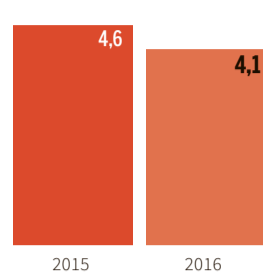
M<sup>me</sup> Merkel elle-même prononce de plus en plus fréquemment le mot « investissement » dans ses interventions publiques. Le 19 novembre 2016, elle a d'ailleurs directement abordé le sujet dans son podcast vidéo hebdomadaire, en assurant que son gouvernement dépenserait davantage afin d'améliorer la qualité des réseaux routier et ferroviaire du pays, ainsi que dans les télécommunications et l'éducation, tout en précisant, à l'adresse du cœur de son électorat, que « cela ne se traduira [it] pas par des dettes supplémentaires pour les générations futures ». Le lendemain, elle annonçait officiellement sa candidature à un quatrième mandat de chancelière. ■

THOMAS WIEDER

COMPARAISON DU COMMERCE MONDIAL ET DES EXPORTATIONS ALLEMANDES EN VOLUME, BASE 100 EN 1998



TAUX DE CHÔMAGE ALLEMAND, EN %



C'est le deuxième plus bas taux de l'UE derrière la République tchèque

## Berlin, la capitale fédérale, collectionne les écoles en ruine

La municipalité va y investir 1,6 milliard d'euros d'ici à 2020

BERLIN - correspondance

**A**côté de son aéroport international, dont l'ouverture accuse maintenant un retard de plus de six ans, Berlin est tristement célèbre en Allemagne pour l'état déplorable de ses établissements scolaires. Les exemples fleurissent chaque jour dans la presse locale : au lycée Andreas, construit au-dessus d'une source, l'eau s'est infiltrée faute de travaux, et la moisissure a envahi la cave.

Dans le quartier de Reinickendorf, des enseignants ont renvoyé deux cents élèves chez eux pour protester contre l'état repoussant des toilettes qui leur sont réservées, quand ce ne sont pas les élèves eux-mêmes qui manifestent pour alerter sur leurs conditions d'apprentissage dans le sud de la ville. Dans le quartier de Steglitz, la grande salle de réunion du lycée Fichtenberg est fermée depuis des mois car le toit menace de s'effondrer. Le crépi de la façade de l'école est par endroits totalement effrité, un ruban empêche l'accès aux abords du mur pour protéger les élèves des chutes de pierres. Et, en hiver, les élèves doivent porter des gants pour supporter le froid dans les salles de classe.

La mairie de Berlin, qui a reconnu le problème et en a fait une priorité de son mandat, a évalué à 1,6 milliard d'euros le montant des investissements nécessaires dans

les écoles au cours des trois années à venir. Malgré un consensus politique et des moyens disponibles, elle se heurte aux mairies d'arrondissements qui ne dépensent qu'à la marge l'argent mis à disposition.

Ces dernières mettent en cause de leur côté le manque de personnel et les entreprises de construction qui sont incapables de répondre à la demande. C'est le résultat de quinze années de politique de consolidation budgétaire sévère menée à Berlin, capitale fédérale qui a pourtant accumulé une dette de 60 milliards d'euros pour 3,5 millions d'habitants.

### Des moyens en net recul

Mais le problème ne concerne pas seulement la capitale fédérale. Dans une étude publiée au mois de septembre dernier, la banque publique KfW a relevé que l'Allemagne dans son ensemble investissait, en proportion de son PIB, moins dans son système éducatif que les autres pays de l'OCDE. « Si on excepte les effets exceptionnels liés aux programmes de relance de la conjoncture, on observe ces dernières années un recul continu des investissements dans les bâtiments scolaires. Résultat : malgré une légère hausse des dépenses, les investissements dans ce secteur étaient en 2015 d'un montant inférieur de 1,3 milliard d'euros à ce qu'ils étaient en 1995 », note la KfW.

« Les données disponibles montrent que dans les pays de l'OCDE

qui obtiennent de meilleurs résultats PISA que l'Allemagne, la part du PIB consacrée à l'enseignement est supérieure », alerte KfW, qui note que le retard d'investissement accumulé dans les écoles allemandes s'élève aujourd'hui à 34 milliards d'euros. Bien loin des 3,5 milliards mis à disposition par Wolfgang Schäuble à l'automne pour la rénovation des écoles.

Est-ce un signe avant-coureur ? L'Allemagne, qui avait progressé continuellement depuis 2001 dans le classement PISA, a vu sa performance de stabiliser dans l'étude 2016.

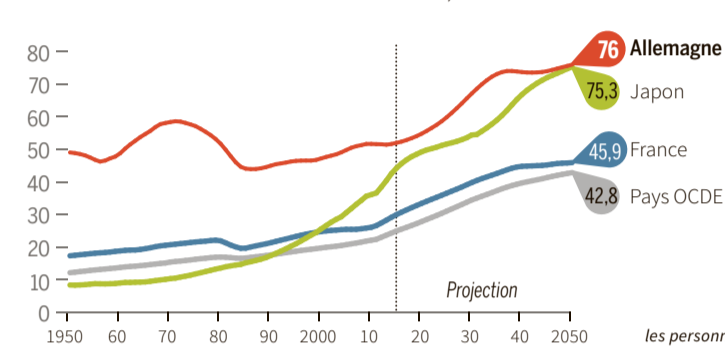
Les experts s'inquiètent aussi de constater le décalage croissant des dépenses consacrées aux investissements éducatifs, une compétence régionale en Allemagne, entre les différentes régions. Entre 2011 et 2014, le budget annuel consacré aux bâtiments scolaires variait entre 74 et 547 euros par an et par élève selon les communes.

Les régions qui dépensent le moins sont précisément celles qui accusent le taux de pauvreté le plus important, celles du nord, comme la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, dont les infrastructures de transport sont en piteux état. Le fossé est également grandissant avec le sud du pays, où la Bavière et le Bade-Wurtemberg accumulent richesses et facteurs de compétitivité. ■

C. BT

### Une population vieillissante

TAUX DE DÉPENDANCE DES PERSONNES ÂGÉES\*, EN %

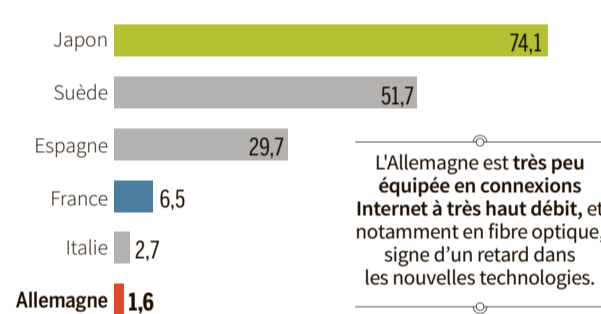


**1/3**  
c'est la part de la population âgée de plus de 65 ans dans la population totale en 2050

\* Rapport entre les plus de 64 ans et les personnes en âge de travailler (âgées de 15 à 64 ans)

### Des infrastructures à la traîne

PART DE LA FIBRE DANS LES CONNEXIONS INTERNET, EN JUIN 2016, EN %



L'Allemagne est très peu équipée en connexions Internet à très haut débit, et notamment en fibre optique, signe d'un retard dans les nouvelles technologies.

SOURCES : EUROSTAT, CEPII, FRANCE STRATÉGIE, OCDE, NATIXIS - INFOGRAPHIE ELISA BELLANGER, CLAIRE GUÉLAUD

plaint régulièrement des coûts supplémentaires générés par le mauvais état des routes et des ponts. Et Günther Deutsch, chef économiste de la Fédération des industries allemandes (BDI), juge que l'Allemagne « ne dispose pas d'infrastructures numériques suffisantes dans le très haut débit, ce qui peut être dangereux pour l'avenir du site industriel ».

### DES LÄNDER INTERDITS D'ENDETTEMENT

L'origine de ce manque d'investissements des communes est bien connue. L'objectif politique de consolidation budgétaire défendu au plus haut niveau de l'Etat a conduit les collectivités à se serrer la ceinture pour atteindre l'équilibre. Le principe du « frein à la dette », inscrit depuis 2009 dans la Constitution, prévoit que les Länder, à partir de 2020, ne pourront plus s'endetter pour se financer, et l'Etat fédéral peut afficher un déficit structurel de 0,35 %. Une exception mondiale, de la pertinence de laquelle même l'industrie commence à douter. « L'objectif d'équilibre budgétaire était une perspective de long terme. Mais il a pris le pas sur tous les autres objectifs politiques. A cause de cette vision de l'économie, le focus sur l'investissement est souvent considéré comme secondaire », regrette un observateur proche des milieux industriels.

Pour les experts, renforcer les seuls investissements publics ne suffirait pas à réduire les excédents. En Allemagne, 10 % des investissements sont réalisés par le secteur public. L'essentiel doit venir des investissements privés, eux aussi en souffrance. Et beaucoup de grandes entreprises préfèrent investir à l'étranger plutôt que chez elles. Là aussi, l'Etat a un rôle à jouer. « Nous réclamons des marges de manœuvre fiscales pour encourager la recherche, ce qui aurait un effet immédiat sur les investissements à l'intérieur du pays », souligne Ralph Wiechers, chef économiste à la VDMA.

En attendant, l'Allemagne continue d'accumuler du capital à l'étranger. Un jeu risqué pour les entreprises et les épargnants, extrêmement dépendants des aléas de la conjoncture : la crise financière et la crise de la dette en Europe se sont traduites par des pertes massives de capitaux allemands, non investis dans le pays. Le débat ne fait que commencer outre-Rhin. ■

CÉCILE BOUTELET

## Champions du déficit commercial, les Etats-Unis dépensent trop

Pour Trump, l'Allemagne est l'un des principaux responsables du déséquilibre américain

**U**ne injustice. La traduction d'une concurrence déloyale qui s'exerce au détriment des Etats-Unis et le douloureux corollaire d'une disparition de l'emploi industriel. Aux yeux du président américain, Donald Trump, le creusement du déficit commercial de son pays vis-à-vis du reste du monde est assimilé à tout cela.

L'an dernier, celui-ci a atteint son plus haut niveau depuis 2012, à plus de 502 milliards de dollars (470 milliards d'euros). Le locataire de la Maison Blanche a promis de corriger ce déséquilibre, si nécessaire par des mesures protectionnistes.

Les coupables sont déjà tout désignés : l'Allemagne (64,9 milliards), le Mexique (63,2 milliards), et surtout la Chine, avec laquelle le déficit américain est le plus massif (347 milliards de dollars en 2016) et qui a été qualifiée pendant la campagne de « plus grand voleur de l'histoire ». Le président s'est dit prêt à partir à l'assaut de son homologue chinois Xi Jinping qu'il devait rencontrer pour une toute première entrevue, jeudi 6 avril, dans sa résidence de Floride.

Donald Trump a-t-il raison d'accuser ses partenaires commerciaux ? Certains travaux d'universitaires américains semblent lui donner en partie raison. Notamment ceux publiés en 2013 et 2016 par David Autor (MIT), David Dorn (université de Zurich)

et Gordon Hanson (université de Californie) qui ont établi le lien entre l'essor des importations chinoises et les pertes d'emplois industriels américains entre 1999 et 2011. Un « choc chinois » qui a également engendré une forte compression des salaires dans les secteurs les plus soumis à la compétition.

« L'arrivée de la Chine a été mortelle pour les pays dont l'industrie était spécialisée dans le milieu et bas de gamme », souligne Patrick Artus, chez Natixis. Or c'était le cas des Etats-Unis qui n'ont modernisé leur industrie que très tardivement. Par comparaison, l'Allemagne, positionnée sur des produits innovants, et prompt à robotiser ses chaînes de production, a bien résisté à cette concurrence.

### Les ménages épargnent peu

La nouvelle administration américaine dénonce à l'envi les manipulations monétaires et commerciales de ses partenaires. Pourtant les Etats-Unis dégagent un excédent avec un pays plutôt protectionniste comme le Brésil. Et, alors même que le dollar était faible dans les années précédant la crise de 2008, leur déficit commercial était encore plus impressionnant qu'aujourd'hui.

Pour les économistes, cette situation est bien davantage le fruit d'une Amérique « qui vit au-dessus de ses moyens », résume

**Pour les économistes, la situation est le fruit d'une Amérique « qui vit au-dessus de ses moyens »**

Jean-Marc Siroën, professeur à l'université Paris-Dauphine. Les ménages américains ont un taux d'épargne extrêmement faible (entre 6 % et 8 % selon les années, contre près de 17 % en Allemagne). De plus, les différents stimulus budgétaires ont rendu les administrations publiques très dépendantes.

Résultat, le rythme de croissance de la demande intérieure dépasse presque toujours celui du produit intérieur brut (PIB). Et cet appétit de consommation se concrétise par des importations de biens toujours plus importantes que les exportations. En promettant un plan de relance massif dans les infrastructures, assorti de baisses d'impôts, M. Trump ne risque pas d'inverser le cours des choses...

« Le déficit commercial est un bon indicateur du comportement d'un pays puisqu'il résume bien l'écart entre ce qu'il produit et ce qu'il consomme », insiste M. Siroën. C'est

en revanche un baromètre peu pertinent pour évaluer ses relations avec le reste du monde, et encore moins ses relations bilatérales. » Le fameux iPhone d'Apple en donne un bon exemple : assemblé en Chine d'où il est finalement importé, celui-ci est comptabilisé dans les statistiques douanières comme une importation chinoise.

Pourtant, le célèbre smartphone comprend énormément de composants venus de Corée, du Japon, d'Allemagne et... des Etats-Unis. Idem avec le Mexique : si le contenu américain des importations mexicaines était pris en compte, le déficit commercial des Etats-Unis vis-à-vis de son voisin du Sud serait deux fois moins important.

Donald Trump s'est saisi du débat avec virulence, mais celui-ci existe, outre-Atlantique, depuis des décennies. Le Japon, la Corée et l'Europe se sont déjà retrouvés, avant la Chine, sur le banc des accusés. Et c'est leur premier déficit commercial qui a poussé les Etats-Unis à faire éclater, en 1971, le système de Bretton Woods. Outre la fin de l'étalon-or, l'Amérique de Richard Nixon décide alors d'imposer une taxe sur les importations et exhorte ses partenaires à réévaluer leurs taux de change. Des mesures qui rappellent fortement les menaces brandies par l'actuel président... ■

MARIE DE VERGÈS